

## 4 Économie

# FMI/Évaluation du Plan de relance économique du Gabon

## Régler les arriérés pour ramener la confiance

F.A.

Libreville/Gabon

**Malgré un contexte économique très fragile, la délégation du Fonds monétaire a salué le respect des engagements du gouvernement dans la mise en œuvre du Plan de relance économique et la mise en valeur de nouveaux leviers de croissance. Néanmoins, elle a insisté sur la nécessité d'apurer les dettes intérieure et extérieure, qui permettront de relancer l'investissement et recréer la signature du Gabon.**

AU terme d'une mission de deux semaines à Libreville, la délégation du Fonds monétaire international (FMI) a présenté, mercredi dernier, au ministre de l'Économie, Régis Immongault Tatangani, les conclusions de la première revue du

Fonds entrant dans le cadre de la mise en œuvre du programme des réformes économique et financière appuyées par les bailleurs de fonds internationaux.

Si l'équipe du FMI s'est dit satisfaite de la coopération des différentes administrations, les résultats sur la situation économique du pays sont, par contre, inquiétants. « Nous avons trouvé une situation économique qui est encore difficile, avec une croissance prévue pour 2017 relativement faible, soit autour de 0,8% », a indiqué le chef de la délégation, Alex Segura Ubierno.

« Il me semble qu'il y a des mesures que le gouvernement est en train de mettre en place pour soutenir l'économie qui commence à donner quelques résultats. Nous sommes en train de constater, par exemple, qu'il y a de nouveaux piliers de croissance. Il y a des projets sur



Réunion de travail entre le ministre de l'Économie et les experts du FMI à l'issue de leur visite au Gabon.

le manganèse, dans l'agro-business et d'autres qui vont aider l'économie à se diversifier. Jusqu'à présent, on n'a pas encore vu les résultats de cette stratégie de diversification. Mais, le fait que l'économie gabonaise, dans un contexte de difficultés économiques dans la zone Cémac, soit encore faible mais positive, il faut le saluer», a-t-il ajouté.

Pour ce qui est de la dette

de l'Etat, la mission du Fonds a préconisé des mesures permettant au gouvernement d'apurer progressivement ses créances en souffrance. « Nous avons recommandé à l'Etat, de faire des efforts pour mobiliser plus de recettes, non pétrolières en particulier, afin de faire face aux arriérés extérieurs qui doivent être apurés pour permettre au Gabon de

maintenir une signature forte, en attirant les investissements étrangers. Mais aussi la dette intérieure qui est une priorité car, elle fragilise aujourd'hui le tissu économique du Gabon », a souligné Alex Segura Ubierno.

Pour le FMI, régler ces arriérés permettra de ramener la confiance avec les Petites et moyennes entreprises (PME) et favoriser la

création d'emploi.

« S'il faut comparer les engagements avec ce qui a été effectivement mis en œuvre, on peut dire que nous sommes assez satisfaits car, sur les indicateurs quantitatifs, en particulier la maîtrise des dépenses publiques, les indicateurs ont été respectés. (...) De façon générale, le programme est en train d'être appliqué de façon correcte. Nous sentons un engagement très fort du gouvernement par rapport à l'application du programme. Mais il faut aussi expliquer qu'il y a encore des difficultés. Le Gabon n'est pas sorti de la situation de turbulences. Il faut quand même continuer à appliquer les réformes. Et prendre des mesures fortes de gestion de finances publiques, de réforme, de modernisation, etc. », a-t-il conclu.

## Utilité du Bordereau de suivi des cargaisons (BSC)

### Le CGC fait entendre sa voix à Genève

F.A.

Libreville/Gabon

LE Conseil gabonais des chargeurs (CGC) a pris part, du 25 au 27 octobre 2017, à Genève en Suisse, à la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'examen des politiques commerciales en Afrique. Notamment l'utilité du Bordereau de suivi des cargaisons (BSC) dans les échanges commerciaux et les procédures de dédouanement de marchandises.

Cette réunion intervenait à la suite de la publication du rapport du secrétariat de l'OMC sur l'évaluation des politiques commerciales dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Outre la présence des États et des Conseils des chargeurs de l'UEMOA, la rencontre a vu la participation des délégués des États de l'Afrique centrale dont le CGC, représenté par son directeur général, Liliane Nardège Ngari épouse Onanga Y'Obegue, assisté de ses experts et de la mission diplomatique permanente

du Gabon à l'OMC.

La participation du CGC à cette importante rencontre répond à l'invitation que lui a adressée le secrétaire général de l'Union des Conseils des chargeurs africains (UCCA) qui a appelé à la solidarité des conseils des chargeurs et des États membres de l'OMC. De même, elle permet d'éclairer davantage certains États membres de l'OMC sur le rôle du Bordereau de suivi des cargaisons, particulièrement sa conformité aux exigences de la facilitation des échanges et aux engagements internationaux des États ; et recueillir dans le cadre du groupe africain les questions, observations et remarques de certains États membres de l'OMC, notamment ceux de l'Union européenne sur le BSC, en vue d'y apporter des réponses appropriées. Au terme de cette réunion et au stade actuel de l'examen des politiques commerciales, les États membres de l'OMC n'ont pas formulé officiellement d'observations supplémentaires sur la pertinence du BSC dans les échanges commerciaux.

A l'instar des autres délé-



La directrice du CGC, Liliane Ngari, lors de la réunion de Genève.

gations, le Gabon a exprimé sa solidarité et son soutien aux politiques commerciales mises en œuvre dans l'espace UEMOA, eu égard à ses échanges commerciaux avec les pays membres de cette Union. La directrice générale du CGC a félicité les conseils des chargeurs et les États de l'UEMOA pour la libre circulation des biens, services et des capitaux, la mise en place des guichets uniques, et pour la valeur de leurs échanges intracommunautaires. Elle les a, en outre, encouragés à surmonter les difficultés relevées dans le rapport du secrétariat général de l'OMC. Notamment, la faiblesse de leurs

infrastructures, le coût élevé de leur énergie électrique et leur faible accès aux financements bancaires.

Il est probable que les États membres de l'OMC, singulièrement les États africains et leurs Conseils de chargeurs soient amenés à se retrouver à nouveau avec le comité technique de facilitation qui sera mis en place, au terme de la réunion des ministres chargés du commerce prévu en décembre 2017, ou à l'occasion de l'examen des politiques commerciales en vigueur dans la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC), en 2020.



Les participants au terme de leurs travaux à Genève.

## Rencontre PNUD-Représentants de la société civile gabonaise

### Le présage d'une collaboration durable

I.M'B

Libreville / Gabon

LE coordonnateur résident du Système des Nations unies et Représentant-résident du Programme des Nations unies pour le développement, Stephen Jackson, a été, hier, l'hôte de la société civile gabonaise, re-

groupée au sein de la Coalition et réseaux partenaires de la plate-forme des ONG pour l'économie verte en Afrique centrale (ROSEVAC). L'éventualité d'une collaboration, maintenant et pour les prochaines années, entre le système des Nations unies et la société civile gabonaise était au centre de cette rencontre. Nous y reviendrons.

**CHANGEMENTS**

**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 03/11/2017**

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1612	1USD =	564,896	1 USD	584,667
CAD	1,4986	1CAD =	437,713	1 CAD	461,145
JPY	132,6000	1JPY =	4,947	100 JPY	514,416
GBP	0,8739	1GBP =	750,652	1 GBP	783,471
CHF	1,1640	1CHF =	563,537	100 CHF	59 074,30
ZAR	16,3914	1ZAR =	40,018	100 ZAR	4 161,42
MAD	11,0986	1MAD =	59,103	1 MAD	61,46
CNY	7,6767	1CNY =	85,448	1CNY	88,01
KES	120,9300	1KES =	5,424	1KES	5,59

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	03/11/2017	5 514,29
DOW JONES	03/11/2017	23 435,01

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
03 Novembre 2017: 60,59